

# Ce gouvernement soutient les migrants contre son propre peuple



Sous le titre : « **En Hongrie, Viktor Orbán poursuit sa campagne anti-migrants** », la correspondante de Libération à Budapest, Florence La Bruyère, a pondu un article de mutin de Panurge.

[http://www.liberation.fr/monde/2015/09/02/en-hongrie-viktor-orban-poursuit-sa-campagne-anti-migrants\\_1374295](http://www.liberation.fr/monde/2015/09/02/en-hongrie-viktor-orban-poursuit-sa-campagne-anti-migrants_1374295)

Reprenant un mot d'un autre La Bruyère, Jean, « *Le contraire des bruits qui courent est souvent la vérité* », voici donc un papier d'un journaliste hongrois en poste à Paris.

Chaque jour, plusieurs milliers de réfugiés entrent en France. Ils n'ont aucune difficulté à le faire, il n'y a plus de frontière depuis longtemps avec les pays limitrophes. En plus de la disparition des frontières, le Président français encourage la démission de la population face aux étrangers au nom du vivre-ensemble.

Des milliers de migrants campent à Paris et la télévision française ne diffuse presque que cela dans ses journaux et ses magazines prétendus d'informations. « *Ce qui me choque le*

*plus, c'est la communication du gouvernement qui fait tout pour nous faire pleurer sur le sort des barbares qui nous envahissent »*, s'indigne Mathilde, chômeuse de 31 ans venue constater les dégâts. Elle montre sur son portable la photo d'une affiche de propagande gouvernementale, où une magnifique noire en hijab déclare qu'elle est une migrante et chez elle en France. « *Beaucoup de Français de province n'ont pas Internet et les médias publics sont leur seule source d'information* », explique-t-elle songeant aux journaux de France 2 et de TF1 qui abreuvent les téléspectateurs de reportages pro-immigration.

L'effacement des frontières par les gouvernements immigrationnistes français avec la complicité de l'Union européenne n'est que l'ultime épisode d'une campagne de propagande lancée juste après l'attentat contre *Charlie Hebdo*. Conseillé par le bobo Jacques A., qui a officié auprès de François Mitterrand et de Lionel Jospin et qui s'est spécialisé dans les campagnes de soutien à la globalisation, aux hors-sol et aux migrants, François Hollande a trouvé un nouveau gentil ami. Après Kiev, l'Etat islamique, les Qataris, c'est l'année de l'amour des migrants.

« JE LES AIME »

Matraqués par la propagande – « *ces étrangers sont des chances pour la France* » –, de nombreux Français éprouvent un sentiment de compassion. « *Je les aime, j'ai entendu à la télévision et à la radio qu'ils nous apportent leur richesse* », confie Nicole, 22 ans, qui vit à Calais. Même les électeurs de droite approuvent l'accueil des migrants. « *Il faudrait le renforcer. Nous sommes une société multiculturelle, et on veut le rester. On ne veut pas d'un pays uniquement chrétien comme la Hongrie, où il y a plein de problèmes* », explique Yves, quadra en chemise rose et ordinateur sous le bras.

Les migrants sont largement visibles et réclament des droits égaux à ceux des citoyens français. Le gouvernement les soutient contre son propre peuple.

Nonobstant sa campagne d'aide, le gouvernement se retrouve pourtant face à une crise réelle. Chaque jour, entre 2 000 et 3 000 nouveaux arrivants viennent grossir le flot des réfugiés. Les centres d'accueil du pays sont pleins et outre les gares, des centaines des personnes campent sur les quais de la Seine, sous les ponts du périphérique et dans les parcs. La crise devient ingérable même si le gouvernement fait appel à la Croix-Rouge et aux ONG caritatives qu'il finance grassement. Il faudrait qu'il réagisse pour protéger les Français mais il s'en abstient car cela mettrait à mal toute sa campagne de communication. Quelques centaines d'identitaires viennent toutefois protester sur le toit de la gare d'Arras.

Après avoir encensé l'accueil des migrants, François Hollande est pris dans une spirale d'humanisme bêlant.

Au cas où les Français demanderaient plus de fermeté, le Président de la République s'apprête à faire voter par sa majorité une législation obligeant chaque famille à accueillir des migrants. Refuser le « vivre-ensemble » sera considéré comme un crime. La justice sous l'œil acéré de Mme Taubira y veillera.

**Marcus Graven**